



HAL
open science

Post-conflit, politique sécuritaire et contrôle social en Colombie

Charles Capela

► **To cite this version:**

Charles Capela. Post-conflit, politique sécuritaire et contrôle social en Colombie. *Savoir/Agir*, 2019, 10.3917/sava.050.0025 . hal-03713201

HAL Id: hal-03713201

<https://hal.science/hal-03713201>

Submitted on 4 Jul 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

POST-CONFLIT, POLITIQUE SÉCURITAIRE ET CONTRÔLE SOCIAL EN COLOMBIE

Charles Capela

Maître de conférences à l'Université Lyon 2, LCE / CETIAL

Bientôt trois ans après la ratification par le Congrès de l'accord de paix conclu fin 2016 entre le gouvernement Santos et les FARC¹, la Colombie connaît un regain de violence² et reste le premier pays producteur de cocaïne au monde malgré des décennies de guerre contre le narcotrafic. La large démobilisation des insurgés a donné lieu entre-temps à une fragmentation du paysage criminel colombien et au bouleversement des équilibres entre groupes illégaux. Affranchis de l'autorité régulatrice que la doyenne des guérillas latino-américaines exerçait de fait sur le marché criminel dans les espaces qu'elle contrôlait, ceux-ci se disputent à présent la mainmise sur les rentes illicites dans des régions riches en ressources naturelles comme celles situées le long des frontières avec le Venezuela et l'Équateur ainsi que sur la façade Pacifique du pays. Et dans ce contexte de transition où émerge la conflictualité sociale latente autrefois étouffée sous la confrontation armée, de nombreux défenseurs des droits humains et environnementaux sont assassinés³ par les acteurs intéressés au maintien du statu quo conflictuel ou au détournement des moyens mobilisés pour construire la paix, en particulier dans les zones de culture de coca et dans celles visées par d'importants projets miniers et pétroliers, illustrant les difficultés de l'État à y garantir la sécurité.

L'accord de 2016 ambitionnait de « consolider » la démocratie en rompant le cycle de la violence par la neutralisation de ses facteurs de reproduction. La transformation des FARC en parti politique et une « Réforme Rurale Intégrale » (RRI), entre autres dispositions, permettraient de réduire les niveaux d'exclusion politique et de pauvreté ayant alimenté le conflit armé interne colombien depuis plus de cinq décennies. La lutte contre les organisations

¹ Forces Armées Révolutionnaires de Colombie, guérilla paysanne communiste, active depuis les années 1960.

² En 2018, 12458 assassinats ont été recensés en Colombie, soit 392 de plus qu'en 2017. Voir Alicia Liliana Méndez, « Tras 5 años a la baja, homicidios subieron en el 2018 », *El Tiempo*, 13 janvier 2019.

³ Selon la Haute Commissaire des Nations Unies pour les Droits de l'Homme en Colombie, plus de 450 leaders sociaux et défenseurs des droits ont été assassinés entre la signature de l'accord de paix (novembre 2016) et fin 2018. Mission de Vérification des Nations Unies en Colombie, *Comunicado de prensa del informe trimestral al Consejo de Seguridad de las Naciones Unidas sobre la misión de verificación en Colombia*, 31 décembre 2018, <https://colombia.unmissions.org/comunicado-de-prensa-del-informe-trimestral-al-consejo-de-seguridad-de-las-naciones-unidas-sobre-la>

Pour la situation des Droits de l'Homme en Colombie, cf. Nations Unies, Conseil des Droits de l'Homme : *La situation des droits de l'homme en Colombie Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies aux Droits de l'Homme*, 22 mars 2019, <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/G19/025/44/PDF/G1902544.pdf?OpenElement>

criminelles et l'aide publique au développement devaient contribuer à la pacification des régions dites post-FARC. Mais alors que les difficultés socio-économiques y sont fondamentalement liées aux conditions d'accès à la terre et à celles de son exploitation, jusqu'ici la logique sécuritaire des stratégies de renforcement de la gouvernance territoriale adoptées par l'actuel exécutif n'améliore pas les conditions de vie de la population. La méthode protège en revanche les puissants intérêts de l'agro-industrie et de l'économie extractive, parfois localement associés à d'anciens acteurs du conflit, au risque de dégrader le lien de confiance entre la population et l'État et, finalement, de miner le processus de paix.

Depuis sa prise de fonctions, le président conservateur Iván Duque, partisan d'une remise en cause de l'accord de paix jugé trop indulgent avec la guérilla et pas assez ferme contre le narcotrafic, cherche à en réviser les modalités d'application dans une perspective plus restrictive. L'opération est périlleuse au regard de son potentiel coût politique tant les modifications pourraient nuire à la légitimité des institutions publiques, au bénéfice de l'emprise des groupes criminels sur les espaces peu ou mal administrés. Mais alors que Duque a été élu en 2018 pour la détermination avec laquelle il promettait d'affronter les défis sécuritaires du moment⁴, l'insécurité croissante et l'incertitude nourrie par la lenteur de la mise en œuvre des mesures convenues au terme des négociations incitent nombre de guérilleros à revenir à leurs activités illégales, notamment celles liées au commerce international de drogue, voire à reprendre la lutte armée contre l'État, accusé d'avoir « trahi » ses engagements.

Cette tension entre politique de sécurité et réduction des inégalités amène à interroger la place du crime organisé dans le rapport énoncé par les autorités entre paix et développement dans les régions caractérisées par des indices élevés de violence et de criminalité. C'est en effet l'impératif sécuritaire qui justifie la stratégie gouvernementale de contrôle territorial, replaçant le processus de paix dans le temps géopolitique plus long d'une entreprise d'ajustement des conditions d'investissement, surtout favorable aux intérêts financiers transnationaux et aux groupes sociaux historiquement dominants en Colombie.

Sécurisation du régime d'accumulation

La réorientation des stratégies de sécurité et d'intégration des territoires les plus affectés par la violence du conflit figure donc parmi les plus importantes modifications de l'accord de 2016

⁴ Mise en œuvre de l'accord de paix de 2016, négociations avec l'ELN (Armée de Libération Nationale, une des dernières guérillas actives en Colombie – moins puissante que ne le furent les FARC – avec l'EPL, Armée Populaire de Libération), traitement des effets transfrontaliers de la crise au Venezuela, lutte contre la corruption, le clientélisme, l'impunité... et le crime organisé.

auxquelles a procédé le gouvernement⁵. Poussé par son électorat à détricoter l'héritage de son prédécesseur, et sous la pression des États-Unis, Iván Duque a opté pour une logique plus répressive en matière de lutte contre le narcotrafic et d'éradication des cultures illicites en pleine expansion⁶. Ce faisant, le président colombien a confirmé l'inscription de sa politique dans les priorités sécuritaires et de coopération régionales portées par les États-Unis – chantres du prohibitionnisme antidrogue – axées sur la stabilisation et la libéralisation, et bâties sur l'identification de menaces communes contre la démocratie de libre marché. L'actuel processus de paix se situe ainsi dans la continuité de celui d'internationalisation du règlement du conflit, amorcé au tournant de siècle avec le *Plan Colombia*, ce programme états-unien d'aide aux gouvernements Pastrana (1998-2002) et Uribe (2002-2010), décisif pour l'affaiblissement des FARC et suivi d'un nouveau plan *Paz Colombia* (2016-...)⁷ par lequel Washington influence désormais les politiques publiques post-conflit en Colombie, son principal pays allié dans la région.

C'est en articulant progressivement paix et croissance depuis une vingtaine d'années et en conditionnant le développement des zones rurales au niveau de sécurité que les dirigeants colombiens sont parvenus à fédérer de puissants intérêts économiques et politiques, nationaux et étrangers, en soutien de leur stratégie de pacification. Aujourd'hui fondée sur la militarisation de la sécurité et une exploitation plus intensive des richesses du sous-sol, cette stratégie a évolué dans le temps à l'image du discours autorisé sur la violence du conflit : après avoir été considérée comme une anachronique anomalie politique dans les années 1990, l'insurrection colombienne fut assimilée à une menace « narcoterroriste » contre l'intégrité de l'État, avant que le conflit ne soit plus récemment présenté comme le plus grand obstacle à la relance et à la compétitivité de l'économie. Ainsi, contrairement au président Uribe qui niait la réalité même d'un conflit, Juan Manuel Santos (2010-2018) reconnut l'existence de « causes objectives » d'une violence politique et la faiblesse problématique de la légitimité de l'État aux yeux de la

⁵ On citera ici aussi la redéfinition des compétences et des moyens de la justice transitionnelle, autre mécanisme clef du processus de paix, mais qualifiée par Duque de « monument à l'impunité » en raison, par exemple, des peines alternatives à l'incarcération encourues par les rebelles démobilisés reconnaissant les crimes et délits commis pendant le conflit.

⁶ Selon le bureau antidrogue de la Maison Blanche à Washington, après avoir atteint une superficie record de 209 000 hectares en 2017 (pour une production annuelle de cocaïne estimée à plus de 900 tonnes), les plantations de coca en Colombie auraient très légèrement diminué en 2018 avec 207 000 Ha. Voir Office of National Drug Control Policy, *ONDCP Reports Cocaine Production in Colombia is Leveling Off*, <https://www.whitehouse.gov/briefings-statements/ondcp-reports-cocaine-production-colombia-leveling-off/>, 26 juin 2019.

Les estimations de l'ONUDC montrent la même évolution mais de 171 000 à 169 000 Ha. Voir UNODC, *Colombia. Monitoreo de territorios afectados por cultivos ilícitos 2018*, http://www.odc.gov.co/Portals/1/publicaciones/images/oferta/censos/MON%20D%20CULT%20baja%202018%202%20AGO%2020-35_BAJA.pdf, août 2019.

⁷ United States Government Accountability Office, *Colombia. U.S. Counternarcotics Assistance Achieved Some Positive Results, but State Needs to Review the Overall U.S. Approach*, décembre 2018.

population moins intégrée. Les négociations furent alors engagées à La Havane, mues par les « dividendes de la paix » et les promesses des secteurs d'activité liés aux capitaux étrangers et aux marchés internationaux de l'énergie et des produits agroalimentaires, et le gouvernement s'appliqua à créer les conditions de nature à inspirer confiance aux investisseurs⁸. Pourtant premier président en plus de soixante ans à ne pas devoir affronter la guérilla des FARC, et tout en conservant l'orientation sécuritaire du diagnostic des problèmes économiques, Duque a depuis renoué avec l'approche répressive⁹ pour ce qui est du combat contre les sources de violence préjudiciables à l'attractivité du pays et cataloguées comme criminelles, qu'elles aient trait au trafic de drogue ou à quelque autre activité illicite ou projet révolutionnaire.

La mise en avant de la figure criminelle et son traitement par l'usage prioritaire de la force, présentée à la fois comme principal levier d'amélioration du bien-être collectif et employée pour réprimer les propositions politiques de transformation sociale, illustrent ce que Alke Jenss appelle la « métagouvernance stratégique » : la cohérence globale du programme gouvernemental tenant à la neutralisation de la menace sécuritaire contribue à la fabrication du consensus entre élites rurales et urbaines colombiennes¹⁰, tout en permettant de conserver l'importante assistance des États-Unis. Mais à l'instar de l'alliance stratégique entre Forces Armées (FFAA) et milices paramilitaires sur le terrain contre-insurrectionnel par le passé, avec la rupture consentie du monopole de la violence légitime que cela induisit, le caractère sélectif du maniement de la question criminelle – que trahissent la stigmatisation de formes pacifiques de contestation et la forte impunité des crimes commis contre ses acteurs – sert à renverser les effets de la captation des institutions publiques, au profit d'une régulation plus efficace de la complexité des conflits à l'échelle locale. En effet, l'État et les groupes conservateurs coalisés, du secteur pétrolier et agro-industriel à la narco-bourgeoisie en passant par certains grands propriétaires terriens et élus locaux, tous se sont appuyés ou s'appuient sur la force publique et la brutalité des Bacrim¹¹ et autres groupes illégaux affidés pour défendre le modèle capitaliste d'accumulation de puissance, quitte à perpétuer une démocratie de basse intensité au nom de la croissance économique.

⁸ Kyla Sankey, « Extractive Capital, Imperialism, and the Colombian State », *Latin American Perspectives*, Issue 222, Vol. 45-5, septembre 2018, pp.52-70, p.65.

⁹ Ministerio de Defensa Nacional, *Política de defensa y seguridad para la legalidad, el emprendimiento y la equidad*, janvier 2019, https://www.mindefensa.gov.co/irj/go/km/docs/Mindefensa/Documentos/descargas/Prensa/Documentos/politica_defensa_deguridad2019.pdf

¹⁰ Alke Jenss, « Criminal heterarchy and its critics: governance and the making of insecurity in Colombia », *Global Crime*, Vol.19-3-4, 2018, pp.250-270, p.253.

¹¹ Comme « bandes criminelles », expression désignant les groupes paramilitaires issus des *Autodefensas Unidas de Colombia* officiellement démobilisées en 2006.

« Action intégrale » et militarisation du territoire

Loin de subir l'action prédatrice de puissants intérêts transnationaux ou hors-la-loi, l'État colombien se porte donc garant du cadre normatif nécessaire à l'expansion des activités extractives et agro-industrielles, promues « locomotives économiques » du train de la reprise. Cela reflète le processus d'insertion de l'économie nationale au marché globalisé, qui s'autoalimente du fait de l'interdépendance entre le capitalisme libéral et des pouvoirs publics s'y faisant d'autant plus fonctionnels que leur légitimité dépend de leur capacité à assumer leurs responsabilités et à en obtenir les moyens par la taxation des capitaux privés. Nouvelles lois sur la propriété, contrats de concession avantageux, signature d'accords de libre commerce¹², flexibilisation du marché du travail et expansion des forces de sécurité aboutissent ainsi à la construction d'une « raison d'État publique-privée »¹³ qui redéfinit les mécanismes de régulation et la notion d'intérêt général. Car en reliant l'économie et la finance internationales à la situation politique en Colombie, l'exploitation des richesses naturelles y participe de la définition des rapports sociaux par le fait de dicter le régime propre à garantir les flux énergétiques vers les marchés consommateurs¹⁴. Mais face aux désaccords sur l'horizon défini par le mode de production et de distribution de richesses, et faute de reconnaissance des projets locaux d'organisation économique, le système exigé peut être imposé par les autorités. La relation entre enjeux globaux et dynamiques locales accentue dès lors le degré de violence là où l'accès aux ressources stratégiques implique une extension de l'empreinte normative par la force, à laquelle coopèrent les acteurs illégaux dont les intérêts convergent avec ceux favorisés par l'ordre instauré, floutant ainsi les limites entre violences légitime et criminelle.

Or, la coexistence de diverses sources de régulation des relations sociales explique en partie les difficultés ataviques de l'État colombien en termes de contrôle territorial. Depuis longtemps, les organisations hors-la-loi constituent d'importants agents économiques dans les régions où se combinent vulnérabilité des populations et déficience des services publics. Par coercition, opportunité ou nécessité, une part non négligeable de la population entretient des relations plus ou moins étroites avec l'économie illicite dont la capacité de recrutement est proportionnelle aux insuffisances du secteur formel en la matière. Et comme les interventions des FFAA, souvent réactives et inadaptées aux circonstances particulières qui les déclenchent, n'interrompent que provisoirement les activités criminelles, les pouvoirs publics échouent à

¹² Par exemple avec le Chili en 2009, le Canada en 2011, les États-Unis en 2012, ou encore avec l'Union Européenne en 2013.

¹³ Luz Marina Monzón et Etienne Roy Grégoire, « Institutionalising CSR in Colombia's extractive sector: disciplining society, destabilising enforcement? », *Canadian Journal of Development Studies*, Vol.38-2, 2017, pp.253-271, p.262.

¹⁴ John Andrew McNeish, « Resource Extraction and Conflict in Latin America », *Colombia Internacional*, N°93, janvier 2018, pp.3-16, p.5.

porter une alternative viable aux moyens de subsistance que procure la participation aux affaires illégales. La légitimité de l'État et son autonomie vis-à-vis des caciques locaux corrompus et des groupes criminels s'en trouvent alors remises en question, tandis que l'instabilité générée par les actions militaires et policières dans les rapports de force entre acteurs illégaux rehaussent les niveaux de violence et affectent le tissu social, au détriment du rapport citoyen aux institutions légales. Et la situation se complique encore pour les opposants à l'ordre établi, quand la contestation des intérêts prédominants assimilés au bien commun se voit criminalisée et – si les frondeurs survivent à l'hostilité qu'éveillent leurs revendications – sanctionnée en fonction de critères fondés sur des interprétations politiques¹⁵ plutôt que sur le principe d'égalité devant la loi censé caractériser l'état de droit.

Pour mieux ancrer l'autorité de l'État sur le territoire national, le gouvernement prétend donc prendre davantage en compte les conjonctures singulières ayant concouru à l'exercice d'une gouvernance criminelle par des pouvoirs locaux forgés au gré des dynamiques du conflit. Ainsi, l'objectif de la stratégie de « paix territoriale » est d'éteindre durablement les foyers d'insécurité pour éviter que les difficultés socio-économiques et le mécontentement politique n'incitent la population au recours à l'illégal. Selon l'exécutif, il s'agit de construire une paix pérenne par l'intervention synergique des différents moyens de l'État au service d'une « consolidation des territoires », le déploiement institutionnel requis pour ce faire devant favoriser la « stabilisation » des régions ciblées et y standardiser les conditions d'exploitation des ressources au profit du bien-être de tous. Dans cette perspective, le conditionnement de la réussite du processus de paix à celle de la politique sécuritaire et l'attribution du premier rôle à l'armée procèdent de l'intention de tirer parti de la montée en puissance de cette dernière depuis le début du siècle¹⁶.

La fonction de l'institution militaire dans le post-conflit étant déterminée par sa capacité à ajuster sa vision stratégique à l'évolution de la nature et des formes de conflictualité¹⁷, l'armée a donc réformé sa doctrine afin d'assumer les tâches en théorie dévolues à la police, comme la lutte contre le trafic de drogue. Reflet de l'élargissement de la sphère de compétence militaire et du concept de sécurité depuis la fin de la Guerre Froide et les attentats terroristes du 11 septembre 2001, l'« action intégrale » de l'État vise de nos jours à neutraliser les « nouvelles menaces hybrides » par un traitement civilo-militaire destiné à capitaliser politiquement les succès sécuritaires. L'acceptation de la norme légale par les citoyens découlerait ainsi du

¹⁵ Alke Jenss, « Criminal heterarchy and its critics: governance and the making of insecurity in Colombia », *op. cit.*, p.258.

¹⁶ Le budget de l'armée colombienne a triplé et les effectifs ont augmenté de moitié entre 2000 et 2017.

¹⁷ Comando de Transformación del Ejército del Futuro, Fundación para ideas para la Paz, *La Transformación del Ejército Nacional. Una mirada comparada con los Ejércitos más modernos del mundo*, Bogota, décembre 2018.

renforcement mutuel du développement et de la sécurité dans un cycle vertueux initié par l'intervention des FFAA, et rendrait la paix tributaire de l'établissement de relations d'approbation et de coopération entre l'armée et ses interlocuteurs civils. C'est pourquoi, en incluant aux opérations sécuritaires¹⁸ des plans d'aide économique et sociale en soutien de la gouvernabilité locale, les militaires colombiens aspirent désormais à asseoir leur autorité en opposant la légitimité¹⁹ – et non plus la seule force – à la violence, afin de dépasser l'asymétrie caractéristique du rapport entre troupes régulières et insurrection.

Intérêts hégémoniques et gouvernance exclusive

Le soin apporté à la légitimation de l'action publique apparaît en effet nécessaire puisque les autorités cherchent à accroître leur contrôle sur les régions convoitées pour leur valeur stratégique et que les politiques menées à cet effet y mettent en jeu les relations de pouvoir et aménagent le territoire. Car celui-ci peut être défini comme une construction sociale dont la forme dépend de processus eux-mêmes déterminés par des contextes matériels, des institutions politiques et des pratiques culturelles y investissant une part identitaire bien distincte des considérations pécuniaires n'y trouvant qu'une source d'enrichissement²⁰. La relation d'appartenance et d'appropriation corrélative de la notion de territoire ne repose donc pas uniquement sur les liens de propriété et d'exploitation, mais fait aussi référence aux attaches subjectives entre l'individu ou la communauté et l'espace habité²¹, avec ce que cela signifie en termes de participation attendue à la prise de décision. En outre, en aiguillant les choix de mode productif, les politiques publiques affectent l'accès aux ressources d'un espace, les conditions de leur contrôle et de leur gestion, et constituent des dispositifs de territorialisation qui reconfigurent les rapports sociaux et les relations entre population et environnement. D'où le fait que les options favorables à un système de création de valeur et d'organisation sociale dont l'objectif est l'accumulation financière aient accentué les tensions entre les différents régimes de territorialisation conçus par les agents locaux, nationaux et transnationaux. Les impacts sociaux, économiques, environnementaux, culturels et institutionnels de ces dissensions témoignent alors de la distorsion des mécanismes publics de médiation sociale, finissant par

¹⁸ Pour une présentation générale du déploiement des FFAA dans le cadre de la lutte contre le crime organisé depuis l'élection d'Iván Duque : <https://es.insightcrime.org/indepth/observatorio-rosario/respuesta-del-estado/>

¹⁹ Juan Manuel Santos Calderón [alors ministre de la Défense], « La legitimidad, nuestra arma más importante contra el terrorismo », *Revista Fuerzas Armadas*, Vol.75, N°204, décembre 2007, pp.15-23.

²⁰ Norma Patricia Vela Murillo, « Conflictos territoriales, think tanks y política pública colombiana », *Análisis político*, N°92, janvier 2018, pp.39-51, p.50.

²¹ Nicolás Cely Muñoz, « Disputa por el territorio en el posconflicto rural en Colombia: el caso del territorio campesino agroalimentario del Norte de Nariño y el Sur del Cauca », *Análisis político*, N°92, Bogotá, janvier 2018, pp.52-68, p.64.

altérer la définition et la conservation de biens communs. C'est par exemple le cas dans les districts miniers, zones stratégiques où l'extraction d'or, de charbon ou de pierres précieuses est la principale activité économique, alors que certaines de ces régions sont parmi les plus inégalitaires du pays.

La mise en œuvre de l'accord de paix ouvrait de nouveaux possibles en termes de territorialisation, à la faveur notamment du Programme National Intégral de Substitution des Cultures Illicites²² et du Programme de Développement de Portée Territoriale²³ dont l'Agence pour la Rénovation du Territoire était en charge dans le cadre de la RRI. Mais le président Duque en a diminué ou réaffecté le budget, et confié la responsabilité au Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, plus sensibilisé aux intérêts de l'agro-industrie, tout en intensifiant les campagnes de destruction forcée des plantations de coca²⁴. La prise en compte de la demande de reconnaissance symbolique et citoyenne que ce type de compromis institutionnels satisfaisait aurait pourtant soutenu la légitimité de l'ordre public dans les territoires où la norme légale est concurrencée. À l'inverse, l'adoption d'une politique sécuritaire plus répressive au service de l'affirmation du modèle économique capitaliste et extraverti révèle plutôt l'ambition hégémonique du projet gouvernemental et la prédisposition à l'homogénéisation autoritaire de l'espace qui s'ensuit. De ce point de vue, l'aide au développement telle qu'envisagée dans le cadre de l'« action intégrale » fait donc office de moyen de contrôle sur le champ d'action des initiatives locales, contraintes de se fondre dans une représentation du territoire qui le traduit en espace de « progrès »²⁵ une fois les conditions de sécurité réunies. Et l'on en mesure sans peine les conséquences pour les populations ayant fait de la non-militarisation de leur cadre de vie un élément essentiel de leur projet politique et économique autochtone...

En fin de compte, les modifications de l'accord de 2016 opérées par le gouvernement Duque n'auront sans doute d'incidence majeure ni sur les structures de pouvoir en place, ni sur le fait que la politique d'intégration nationale repose sur le maintien du régime de représentativité en vigueur. La « consolidation » de la démocratie colombienne dérivera donc de la plus légère évolution des rapports sociaux possible, conduite par les groupes autorisés, soit dominants, dont

²² Programme destiné à aider les cultivateurs de plantes déclarées illicites qui acceptent de se tourner vers d'autres productions agricoles légales.

²³ Programme d'aide au développement local et concerté, ciblant 170 communes particulièrement affectées par la violence du conflit.

²⁴ Tout en augmentant de 53% le budget de la Défense, Duque souhaite également reprendre les opérations d'aspersion aérienne de glyphosate, interdites en Colombie depuis 2015 en raison de leurs effets néfastes sur la santé publique et l'environnement.

²⁵ Daniel Campo Palacios, « ¿De qué territorio hablan los Programas de Desarrollo con Enfoque Territorial? », Palabras al margen, 14 décembre 2017, <http://palabrasalmargen.com/edicion-119/de-que-territorio-hablan-los-programas-de-desarrollo-con-enfoque-territorial/>

ce régime est l'expression symbolique optimale²⁶. Toute transition devant intervenir dans les termes agréés par les bénéficiaires de l'appareil normatif correspondant, il est à craindre que les problématiques de représentation de l'altérité persistent, aussi nuisibles au processus de paix soient-elles. D'ailleurs, à en juger par le profil des victimes de la violence contemporaine, il semble que les liens autrefois tissés entre autorités locales et régionales, groupes armés illégaux et organisations criminelles concourent toujours à l'essor de puissants intérêts (trans)nationaux et à la discrimination des contre-pouvoirs démocratiques. Ainsi se confirme le fait que le crime organisé participe au système, quand « corruption et violence illégale sont simultanément utilisées pour pérenniser et rentabiliser des positions de pouvoir, et pour accroître des profits privés de la part d'acteurs [légaux et criminels qui] tirent leur puissance des connivences corruptives qu'ils entretiennent »²⁷.

Conclusion

La mobilisation de la force publique colombienne dans le cadre d'une politique sécuritaire visant à garantir un régime capitaliste et libéral notamment favorable aux intérêts des entreprises extractives et agro-alimentaires montre que le traitement de la menace criminelle est un instrument stratégique de consolidation des rapports de force entre groupes sociaux, grâce auquel prévalent les acteurs privés capables de mettre à leur service les moyens coercitifs de l'État. Formellement justifiée par la lutte contre le crime organisé, la stratégie militarisée de contrôle territorial fixe un cadre normatif propice à la pérennisation de la démocratie de libre marché et dont la contestation, présumée contraire à l'intérêt général auquel est assimilée la croissance des dits secteurs économiques, n'est guère plus tolérée que l'illicite transgression à but simplement lucratif. De ce point de vue, la répression de mouvements de défense de l'environnement ou d'organisation alternative illustre la performativité du discours officiel sur la question criminelle, caractéristique à laquelle l'échec avéré de l'interdiction prohibitionniste du narcotrafic n'enlève rien. En effet, la stratégie adoptée pour asseoir l'ordre validé par les acteurs dont le gouvernement brigue l'assentiment consiste à ériger la criminalité en principale entrave à la paix et au développement durables, plutôt qu'à évaluer le régime politique et économique en place, ce qui ne manquerait pas d'exposer à la remise en cause des structures exclusives qui le fondent. De modestes mécanismes de participation citoyenne sont certes actionnés pour réduire les antagonismes de classes, mais en préservant la stabilité des rapports

²⁶ Expression empruntée à José Vidal Beneyto, « La construction de la mémoire collective. Du franquisme à la démocratie », *Diogenes*, N°201, 2003-1, pp.17-28, p.23.

²⁷ Jean Riveolois, « Une fragilité latino-américaine : quand criminalité et violence concourent et minent les États », *Revue internationale et stratégique*, N°111, 2018-3, pp.61-71, p.71.

sociaux compatibles avec la reproduction des pouvoirs publics dont les institutions traduisent en normes les conditions profitables aux intérêts dominants. Du reste, là où l'espace politique s'est ouvert, nombreuses sont les victimes de représailles de la part des groupes armés illégaux auxquels est en partie sous-traité, de fait, le contrôle sociopolitique, quand ce n'est pas lors d'affrontements avec la police ou l'armée que les opposants à l'exploitation industrielle de leur territoire comptent leurs morts.

Assurer que l'offre de services publics permettrait de pacifier les régions où ils manquent depuis toujours, comme si cela mettait fin aux débats sur l'orientation des décisions politiques, dénote une conception assez verticale du rôle des institutions, et marque le rétrécissement du champ des possibles dû au caractère hégémonique du programme gouvernemental. En effet, le conservatisme partagé par les forces sociales fidèles au régime d'accumulation de puissance en place et l'accent mis par les autorités sur la sécurisation du territoire ne reflètent manifestement pas le désir d'encourager l'exercice d'un droit égal de chacun à participer à l'examen du mode de partage des richesses et du pouvoir engageant le destin collectif. On en déduira le degré de réalité du caractère démocratique du système politique colombien – où la confiance des partenaires tient tant à l'usage de la force – et les chances d'aboutir du projet de réconciliation nationale. Car si la sécurité est la condition première de la démocratie et la clef de la prospérité économique, elle semble mieux assurée pour les partisans du maintien de l'ordre établi que pour les tenants d'une autre proposition politique interrompant la reconduction des situations génératrices d'inégalités et de violence. Faute de contribuer à atténuer la polarisation de la société, la stratégie de l'actuel gouvernement et la ré-institutionnalisation post-conflit de la violence – légitime et criminelle – soutenant de front la sauvegarde du régime pourraient donc desservir la promotion de l'ordre plus inclusif invoqué par les négociateurs de l'accord de paix.

Maintenant que la majorité des combattants des FARC a déposé les armes, la violence se réduit pratiquement à la compétition entre sphères légale et illégale, nullement hermétiques l'une à l'autre et dont le différend élémentaire repose sur leur rapport concurrent à la (même) norme. Ainsi peut perdurer le modèle prédominant de développement, qui n'avait d'ailleurs pas été discuté à La Havane. Si contre-réforme conservatrice il y a depuis l'élection du président Duque, ce n'est donc pas tant en réaction au processus de paix, que l'exécutif s'efforce de réduire favorablement à un jeu à somme nulle à l'issue duquel un camp impose à l'autre les conditions d'expansion de ses propres intérêts. Car l'accord de 2016 n'est décidément pas l'instrument d'un changement social, mais s'intègre plutôt à un autre processus en cours depuis le début du siècle : celui d'harmonisation normative des territoires sur fond d'agencement

libéral du réel, dont la transition post-conflit, « moment d'ajustement structurel dans le processus inachevé de construction historique de l'État »²⁸, n'est qu'une étape.

Dans ce contexte, le vrai défi sécuritaire consisterait à frapper l'économie criminelle sans maltraiter les populations, afin d'éviter que la pacification ne soit une nouvelle forme de transformation violente de l'économie, et pour que les FFAA n'apparaissent plus comme les agents d'une autoritaire discipline sociale mais comme ceux de la protection de l'ensemble des citoyens colombiens et des conditions d'exercice de leurs droits constitutionnels. En l'état actuel des rapports sociaux, variable déterminante s'il en est, la volonté politique et les moyens requis pour l'instauration d'un régime démocratique plus ouvert semblent toutefois faire fâcheusement défaut...

²⁸ Nicolás Cely Muñoz, « Disputa por el territorio en el posconflicto rural en Colombia : el caso del territorio campesino agroalimentario del Norte de Nariño y el Sur del Cauca », *op. cit.*, p.54.